

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
PROVINCE DU KASAI ORIENTAL  
TERRITOIRE DE KATANDA  
SECTEUR DE MUTUAYI



**PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT  
DU SECTEUR DE MUTUAYI  
2015-2019**

*Ce document est réalisé avec l'appui financier de **Broederlijk Delen** et technique du  
Centre d'Etudes et de Formation Populaire pour les Droits de l'Homme  
« CEFOP/DH »*

**2015**

## LISTE DES ABREVIATIONS

ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
DSCR	: Document de Stratégies pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
PLD	: Plan Local de Développement
A.F.D.L	: Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
OPJ	: Officier de Police Judiciaire
SNHR	: Service National d'Hydraulique Rurale
PRONANUT	: Programme National de Nutrition
PRODAKOR	: Programme de Développement Agricole au Kasaï Oriental
EPS-INC	: Enseignement Primaire Secondaire et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté
ANR	: Agence Nationale de Renseignement
OP	: Organisation Paysanne
Ha	: Hectare
S/CIAT	: Sous Commissariat
PAM	: Programme alimentaire mondial
ASF	: Association de santé familiale)
CEFOP/DH	: Centre d'études et de formation Populaire pour les Droits de l'Homme
UNICEF	: Fonds de nations Unies pour l'enfance
PMI	: Présidence Malarique initiative
CTB	: Coopération technique Belge
AFD	: Agence Française de Développement
E.N.C	: Ecole Non Conventionnée
ECC	: Ecole Convention Catholique
ECP	: Ecole Convention Protestante
ECK	: Ecole Conventionnée Kimbanguiste
E.C.ORTH	: Ecole Conventionnée Orthodoxe
NP	: Non Payé
N.U	: Nouvelle Unité
PESS	: Programme d'équipements des structures sanitaires

# **PRESENTATION DU SECTEUR DE MUTUAYI.**

## **CHAPITRE I : CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT LOCAL**

### **1.1. Contexte Général**

La République Démocratique du Congo (RDC) a opté clairement pour la décentralisation comme mode de gestion des affaires publiques. Ce choix stratégique confère aux pouvoirs locaux la responsabilité de se doter des capacités pour la gestion de leurs entités et en appel à l'élaboration d'un plan local de développement pour définir les besoins prioritaires pour leur développement en vue d'améliorer la qualité de l'offre des services de base et l'accès des communautés à ces services .

Cependant, il sied de rappeler que les organes locaux appelés à impulser le développement tardent à se mettre en place suite à l'ajournement des élections locales et municipales. En outre, les autorités locales actuelles sont nommées et ne disposent pas de capacités administratives et financières pour assurer le développement des entités placées sous leur gouvernance. Elles sont également marquées par les tares du centralisme qu'a connu le pays au cours des quatre dernières décennies.

De l'autre côté, la population accuse une faible connaissance en matière de décentralisation et gouvernance locale , ce qui rend hypothétique l'appropriation du processus. Or, comme on le sait la réussite d'un tel processus dépend aussi de la capacité des communautés à s'en approprier.

Partant, appuyant la dynamique nationale sur la décentralisation, suivant une approche accès sur la réalisation des droits socioéconomiques des populations qui vise l'amélioration de l'offre des services sociaux et la promotion des pratiques de bonne gouvernance, le CEFOP-DH, à travers ses partenaires locaux, a décidé d'accompagner quatre secteurs de la Province du Kasai Oriental dont celui de Mutuayi dans le processus d'identification des besoins prioritaires de développement et de l'élaboration de son plan de développement local ;l'un des principes du développement local, étant la pleine participation des acteurs locaux dans le processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions.

### **1.2. Contexte Local**

La population du secteur de Mutuayi vit en dessous du seuil de la pauvreté. L'accès à l'eau potable pose encore problème, elle s'approvisionne à la rivière pour certains coins et pour d'autres à la source. Ces points d'eau sont toujours à une distance plus au moins longue de village. L'électricité, source de tout développement a existé au niveau de la station missionnaire de Bibanga. Il y a plus au moins 2 ans que ce barrage est en panne, la fourniture du courant n'existe plus. C'est un secteur qui a de potentialités pour la pratique de culture de céréale telle que le sorgho. Le niébé y est produit surtout en saison B. Pour les légumineuses, le secteur produit l'arachide. L'accès aux soins de santé de qualité et à l'éducation pose encore de problèmes.

Les services administratifs du secteur ne sont pas en mesure d'offrir des prestations de qualité à la population. Ils sont sous équipés et ne disposent pas de personnel qualifié en nombre suffisant. Malgré ces contraintes, le secteur de Mutuayi dispose d'atouts naturels et de bien d'autres potentialités favorables à son développement socio-économique. On peut relever :

- Population active constituée en majorité de jeunes ;

- Présence des quelques actions appuyées par les partenaires au développement dans le secteur;
- Savane étendue favorable pour l'élevage
- Présence de la route nationale N° 2 qui traverse le secteur ;
- Présence des ruisseaux ;
- Les savanes herbeuses qui peuvent servir de pâturage ;
- Forêt de galerie tout au long des cours d'eau ;
- le mini barrage en panne ;
- présence d'un hôpital général de référence ;
- Les bâtiments administratifs du secteur ;
- Existence des écoles.

### **1.3.JUSTIFICATION ET INTERET DU PLAN DE DEVELOPPEMENT**

La constitution de la République Démocratique du Congo stipule en son article 3 que les Entités Territoriales décentralisées (ETD) sont : la ville, la commune, la Chefferie et le Secteur. Ces entités jouissent de la libre administration et de l'autonomie de gestion de leurs ressources économiques, humaines, financières et techniques.

La Loi Organique N° 08/016 du 07 octobre 2008, portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées(ETD) et leurs rapports avec l'Etat et les Provinces, confère aux Secteurs, entre autres attributions, l'élaboration de son plan de développement.

Le Secteur de Mutuayi, a résolu d'élaborer son plan de développement afin de servir de guide et d'orienter ses actions de développement pour les cinq(5) années à venir. L'élaboration du plan de développement de ce secteur répond à la nécessité pour cette Entité de mettre en œuvre le processus de la décentralisation et s'inscrit dans les objectifs définis par le document de stratégies pour la croissance et la réduction de la pauvreté(DSCR) ainsi que des objectifs du Millénaire pour le développement(OMD) qui engagent le pays dans un processus de développement humain durable fondé sur la valeur homme et un partage équitable de la richesse créée par la croissance économique.

Le présent Plan de développement Local du secteur de Mutuayi est donc un instrument de gestion dans le cadre des efforts d'appropriation du processus de décentralisation mais aussi un outil de plaidoyer à l'endroit des partenaires qui choisiront de soutenir le secteur, grâce au diagnostic qu'il publie ainsi qu'aux programmes d'actions prioritaires et d'investissements qu'il présente. Il est conçu sous le format d'un plan quinquennal.

### **1.4.Stratégies d'Elaboration du Plan Local de Développement**

#### **1. Cycle de la stratégie d'élaboration du PLD**

La stratégie utilisée par le CEFOP dans l'accompagnement des membres des communautés locales pour l'élaboration du PLD passe par 6 (Six) grandes étapes suivantes :

- La mobilisation communautaire
- La mise sur pied des structures de travail à la base ;
- Le renforcement des capacités des membres ;
- Le diagnostic participatif des problèmes
- L'élaboration et amendement du plan local de développement,
- La validation et vulgarisation du plan locale de développement.

## Chapitre II : PRESENTATION DU SECTEUR DE MUTUAYI

### 2.1. HISTOIRE DU SECTEUR

Faire l'histoire du Secteur de MUTUAYI c'est montrer ce qui a conduit à sa création en tant que Secteur et surtout dans ces dimensions actuelles. C'est aussi présenter les textes officiels qui sont à la base de son existence juridique. C'est enfin synthétiser après relecture de document, l'histoire de la population qui s'y est installée.

### 2.2. CREATION ET STATUTS JURIDIQUE DU SECTEUR DE MUTUAYI

Le Secteur de Mutuayi est une entité du territoire de Katanda, Province du Kasai Oriental, République Démocratique du Congo qui fut créée par l'Ordonnance Loi n° 082-069 du 28 Février 1982 portant création et délimitation des collectivités de la sous Région rurale de Tshilenge, en son article 1<sup>er</sup>, point cinq relatif à la zone de Katanda. Selon l'esprit et la lettre de la Constitution de la deuxième République, cette entité était, en fait, qu'une simple circonscription administrative placée sous la direction d'un chef.

Au regard des textes qui président à sa création, le Secteur de MUTUAYI est composé de 45 Villages constituant les quatre Groupements traditionnels que voici :

1. Groupement traditionnel de Bakua Lonji,
2. Groupement traditionnel de Bakua Kanda Bakua Mbuyi
3. Groupement traditionnel de Bakua Kanda Bena Nyemba
4. Groupement traditionnel de Bakua tshinene

#### 1. GROUPEMENT DE BAKUA LONJI

Chef de groupement : KALALA MUEPU MUTEBA

NOMS DE VILLAGE	CHEF DE VILLAGE
Bena Ntita	NTITA LUKUSA
Bakua Lubuya	KABAMBA TSHONGO
Bena Mutombo	MUTOMBO MPANYA
Bena Kalula	MUTEBA LUBILANJI
Bena Kabuyi	TSHIKALA KASONGO
Bena Kabamba	KAPUYA SHAMBUYI
Bena Kasangana	MUDINDA NSUMBU
Bena Muteba	TSHIBANGU NTUMBA
Bena Mbuyamba	KABEYA NSENDULA
Bena Tshiluayi	KAZADI LUKANDA
Bena Musenga	TSHIMBELA KASAMBAYI
Bena Kayemba	KASANGANA SHAMBUYI

#### 2. GROUPEMENT DE BAKUA KANDA BAKUA MBUYI

Chef de groupement : KALALA MUEPU MUTEBA

NOMS DE VILLAGE	CHEF DE VILLAGE
Bakua Tshimuna	MAKOLO BANDULUKA
Bena Mpuma	MUSUNGAYI TSHISHIMBI
Bena Tshibuyi	BAJIKA TSHIBANGILA

Bena Tshila Wodia	NTUMBA MULUNGUYI
Bena Tshimbayi	NKITABU MUAMBILA
Bena Tshibanda	NTUMBA MULOPO
Bena Malemba	KAZADI WA NTEKA
Bena Lukumuena	KAYAMBALA TSHIKUMU
Bena Ntanda	KAYEMBA MUIPATAYI
Bena Kashala	TSHIALA MUKENGA
Bakua Mukosa	KALONGO NKASHAMA

### 3. GROUPEMENT DE BAKUA KANDA BENA NYEMBA

Chef de groupement :\_KALALA MUEPU MUTEBA

<b>NOMS DE VILLAGE</b>	<b>CHEF DE VILLAGE</b>
Bena Dipumba Tshisala	FRANCOIS MUKUNA BANANGA
Bena Dipumba Tshimpoko	MBALA BIAMPATA
Bena Mungelu	MBUYI MONJI MUTAMBAI
Bakua Mulenga	KABUYA NTAMBUA KAVE
Bena Kalula	KABANGA NYEMBUE
Bakua Nyenga	LUBOYA MANGALA
Bakua Manda	NTITA KALONJI KABAMBA
Bakua Tshilombo	NGOYI MUANA BADIBANGA
Bakua Tshisenga Tshovo	TSHIZUBU KALOTU
Bakua Tshisenga Kalala Kakulu	TSHAMBU YONGOYONGO
Bakua Tshiya	KANDA KANYINDA

### 4. GROUPEMENT DE BAKUA TSHINENE

Chef de groupement :\_KALALA MUEPU MUTEBA

<b>NOMS DE VILLAGE</b>	<b>CHEF DE VILLAGE</b>
Bakua Lukusa	Moise KASONGO MUANZAMINA
Bena Musala	Joseph BONDO MUNSENSA
Bena Muipatayi	Jean KASONGO MBUEBUE
Nsengayabu	TSHIBANGU KAZADI
Bena Nsala	BADIBANGA MUKISHI
Bambu	MULOWAYI SAMUEL
Bena Nkota	MUKUNDAYI NKOLA
Bakua Ndaya	MBUKA KALANGA
Bena Ku Kalonga	TSHINKAMBILA VINCENT
Bena Masengu	MUTAMBAYI NTUMBA
Bena Mpanza	KOLONGO KANDA

Avec l'entrée en vigueur de la Constitution de la 3<sup>e</sup> République du 18 février 2006, tel que modifiée et complétée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 en son article 3 alinéa 2 et 3, le Secteur de Mutuayi est une entité territoriale décentralisée jouissant de la libre administration et de l'autonomie de gestion de ses ressources économiques, humaines, financières et techniques.

## 2.3. CADRE GEOGRAPHIQUE

### 2.3.1. LIMITES TERRITORIALES.

Le Secteur de Mutuayi est situé dans le Territoire de Katanda plus précisément à 75 Km du chef lieu de la Province du Kasai Oriental (Mbujimayi). En ce qui concerne ses limites Territoriales, le Secteur de Mutuayi est suivant l'Ordonnance Loi N° 082-069 du 28 Février 1982, délimité comme suit :

#### ❖ Avec le secteur de **BALUBA LUBILANJI**

Le manguier se trouvant au bord de la route Nationale n° 2 au mont NKOLONGO sépare les Secteurs de MUTUAYI à celui de BALUBA LUBILANJI entre NGULUNGU, village de Bena SHIMBA, et Bakua Lonji. Au Sud-Est, c'est le ruisseau KAPONGO qui sépare ces 2 entités.

A l'Ouest à partir de BIBANGA, le ruisseau MUTUAYI forme une limite naturelle vers la rivière LUBILANJI.

#### ❖ Avec le secteur de **NVUNAYI**

A l'EST : la limite est formée horizontalement par les ruisseaux MASANGA, KAMUANZA et MAKUNDI, une autre limite naturelle est formée par les ruisseaux KANKALA et TSHINTEMPI.

#### ❖ Avec le secteur de **TSHITOLO**

Au Nord-Est, le Secteur de Tshitolo est séparé du secteur de Mutuayi par les limites naturelles qui partent du ruisseau Mbiya, jusqu'à son affluent au ruisseau Luanga. Au Nord-Ouest par le marais de Kamatabala et le ruisseau Kapungu-Pungu jusqu'à son affluent au ruisseau MPUNGA, ruisseau Ntshieambia et Kabilanji vers la rivière Lubilanji dans le groupement de Bakua KANDA Bena Nyemba forment encore une limite naturelle entre le secteur de Tshitolo et de Mutuayi. A l'ouest, par la rivière Lubilanji.

### 2.3.2. CLIMAT, TEMPERATURE, NATURE DU SOL

Le Secteur de Mutuayi, l'une entité de la Province du Kasai-Oriental, jouit d'un climat tropical humide. Il y a alternance de la saison de pluie avec la saison sèche. La saison de pluie dure 9 mois soit du 15 août au 15 Mai et la saison sèche va du 15 mai au 15 Août soit 3 mois. La Température en temps normal étant de 27°C pendant la saison de pluie et un peu moins en saison sèche. Le sol du Secteur de Mutuayi est un sol sablonneux, argileux et calcaire.

Par manque des Ingénieurs, il est tellement difficile de déterminer avec exactitude son sous sol.

### 2.3.3. RELIEF, VEGETATION ET HYDROGRAPHIE.

Le Secteur de MUTUAYI dans son ensemble a un relief montagneux et quelques plateaux. Du point de vue végétation, il présente les savanes boisées et herbeuses et des forêts de galeries toute au long de ces cours d'eaux.

Quant à l'hydrographie, le Secteur de MUTUAYI, présente la situation suivante :

- *La rivière Lubilanji, un bon nombre des ruisseaux entre autres : Mulambu, Kapungapunga, Kasulu, Mutuayi, Mpunga, Mpanda, Kalenga et Mtshieambia, Kankulu, Kadiya, Muana Nkaya et Luankunga, Kamianda, Tshabukongolo, Mutuayi, Kankala et Tshitempi, Kajiba, Mayiatoka, Mumpundi, Tutunya, Tshizevu, Bikalakala, Kakulakaji, Tshijiba, Kadia mutu, Kansenga, Nkolo et Nkunduyi.*

## 2.3.4. SITUATION ECONOMIQUE

### a) *Agriculture et élevage*

La principale activité économique pratiquée à travers cette entité demeure l'agriculture. On y cultive les maniocs, patates, arachides, pistaches, et les céréales, telles que le maïs. Les éléments perturbateurs qui peuvent empêcher l'amélioration de l'agriculture sont les suivants pour le Secteur de Mutuayi : conflit coutumier et foncier, calamités naturelles, divagation des bêtes, manque d'intrants performants, vol des produits de champs, manque des crédits agricoles....

L'élevage qui est pratiqué dans le Secteur de Mutuayi, est celui du type traditionnel. Il concerne généralement les oiseaux de la basse cours (poules, canards, dindons, pigeons) et les animaux domestiqués tels que chèvres, moutons et porcs. Tous ces animaux et oiseaux sont pour la majorité en divagation.

### b) *Voie de communication*

Le secteur de Mutuayi a comme voie de communication celle terrestre. En effet, le secteur de Mutuayi est traversé par la nationale N°2, qui quitte Mbujimayi – Kabinda jusqu'au Maniema. A part cette route nationale N°2, il y a aussi les routes de desserte agricole de courte distance que voici :Katanda-Bibanga : 12Km , Katanda – Lukangu : 15Km,Bibanga-Tshiovu :20Km(état de délabrement très avancé) ,TSHIOVU-Katanda : 16 Km,Bibanga-Manja :10Km.

### c) *Artisanat*

Comme activités économiques relevant de l'artisanat local dans le Secteur de Mutuayi, on peut citer :

- La fabrication de paniers et balais ;
- la fabrication des boissons locales ;
- la maçonnerie ;
- la menuiserie ;
- le sciage du bois ;
- Fabrication d'huile de palme.

### d) *Marché*

Le secteur de Mutuayi compte un seul marché local dont celui de Bibanga. Ce marché tourne avec succès une seule fois par semaine. Comme le secteur n'est pas si loin de la cité de Katanda, en cas des besoins, la population s'approvisionne sur le marché de la dite cité.

## 2.4. ORGANISATION POLITICO ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNEMENT DU SECTEUR.

Dans cette Section, nous tacherons de présenter l'organisation politique, administrative et fonctionnelle du Secteur de Mutuayi et aussi relever quelques faiblesses dans son fonctionnement au regard des lois en vigueur.

### 2.4.1. DE L'ORGANISATION

Comme précédemment souligné, le Secteur de Mutuayi est composé de 45 villages réparties dans quatre groupements traditionnels déjà énuméré ci-haut .

## 2.4.2. DU FONCTIONNEMENT

En attendant l'organisation des élections locales en République Démocratique du Congo, le Secteur de Mutuayi est dirigé par un Chef de Secteur nommé par le Ministre National de l'Intérieur, Sécurité et Décentralisation et ce, conformément aux dispositions du Décret-loi n° 082 du 02 Juillet 1998 portant statuts des autorités chargés de l'administration des circonscriptions territoriales. (Cfr. Art 126 de la Loi Organique n° 08/016 du 07/10/2007 précitée).

A ce titre, il a la responsabilité d'assurer le bon fonctionnement de son entité ainsi que de renforcer l'autorité de l'Etat dans sa juridiction. Il supervise tous les services publics existant dans sa juridiction. Il est assisté de quelques agents et fonctionnaires publics. Il statue par voie de décision.

## 2.5. LES POTENTIALITES DU SECTEUR

### 2.5.1. LES ACTEURS DE DEVELOPPEMENT IDENTIFIES DANS LE SECTEUR DE MUTUAYI.

N°	<i>Acteurs</i>	<i>Domaine d'intervention</i>	<i>Actions déjà réalisées</i>	<i>Actions en cours de réalisation</i>
1	ASF (Association de santé familiale)	Santé	Distribution des moustiquaires imprégnées.	-
2	Centre d'études et de formation Populaire(CEFOP)	Appui à la décentralisation et au développement local	Renforcement des capacités des acteurs locaux	Doter le secteur d'un plan local de développement.
3	Fonds de nations Unies pour l'enfance(UNICEF)	Santé et éducation		Don de fourniture scolaire
4	Gouvernement National	Santé	-Appui en matériel et médicament dans deux Aires de santé et l'H.G.R	Appui en médicament et Achat de service.
5	CTB (Coopération Technique Belge)	Infrastructure et éducation		Réhabilitation, manuel scolaire
6	A.F.D (Agence française de développement)	Education	Prime de N.P	
7	Eglise / Presbytérienne 31 <sup>e</sup> Communauté	Education & Santé	Manuel et construction de la salle d'urgence à l'H.G.R	

**Source :** Tableau conçu sur base de données des diagnostics participatifs réalisés dans les groupements du secteur de Mutuayi.

## 2.5.2. INFRASTRUCTURES SOCIO-COMMUNAUTAIRES

### 2.5.2.1. INFRASTRUCTURES SCOLAIRES.

#### A. Enseignement primaire

<i>Nom de l'Etablissement</i>	<i>Statut juridique</i>	<i>Qualité des matériaux</i>	<i>Nombre de classes</i>	<i>Nombre des garçons</i>	<i>Nombre des filles</i>	<i>Nombre total d'élèves</i>
E.P. TSHIBASA	E.N.C.	Non durable	6	237	113	350
E.P. BASUME	E.N.C.	Non durable	6	190	65	255
E.P. LUALO	E.N.C.	Non durable	6	336	111	447
E.P. KAMILONDA	E.N.C.	Non durable	6	202	75	277
E.P. TSHISENGA	E.N.C.	Non durable	6	204	106	310
E.P. LUKANGU	E.C.C.	Durable	8	682	334	1.016
E.P. KALENGA	E.C.C	Non durable	8	469	210	679
E.P. MULAMI	E.C.C.	Durable	6	223	111	233
E.P.A. BIBANGA	E.C.P	Durable	19	923	452	1.375
E.P. NYELE	E.C.P.	Non durable	6	326	162	488
E.P. DITALALA	E.C.P.	Non durable	6	229	109	338
E.P. MAJA	E. C.ORTH.	Non durable	6	207	85	292
E.P. KABALA NSESA	E.C.P.	Non durable	6	226	121	347
E.P.KATANDA KABINDI	E.C.K.	Non durable	6	332	102	434
E.P. BK. CINENE	E.C.ORTH.	Non Durable	6	455	209	664
E.P. CIBANG	E.C.ORTH.	Non Durable	6	467	151	618
E.P.DIKUMA	E.C.ORTH.	Non durable	6	373	164	537
<b>TOTAL</b>			<b>119</b>	<b>6.081</b>	<b>2.680</b>	<b>8.660</b>

Source : Inspection de l'Enseignement primaire Katanda I (2014-2015)

## B. Enseignement secondaire

<b>Nom de l'Établissement</b>	<b>Statut juridique</b>	<b>Qualité des matériaux</b>	<b>Nombre de classes</b>	<b>Nombre des garçons</b>	<b>Nombre des filles</b>	<b>Nombre total d'élèves</b>
I.T.A.V. CINENE	E.N.C.	Non durable	4	52	10	62
I.MPANDISHA	E.C.C.	Durable	6	151	71	222
INST.DE BIBANGA	E.C.P.	Durable	10	348	101	449
INST. NSANGUDIA	E .C.ORTH.	Non Durable	6	150	60	210
INST.KENGOS	E.C.ORTH.	Non Durable	4	40	5	45
<b>TOTAL</b>			<b>30</b>	<b>741</b>	<b>247</b>	<b>988</b>

Source : Inspection de l'Enseignement primaire Katanda I (2014-2015)

### 2.5.2.2 INFRASTRUCTURES SANITAIRES

Le Secteur de Mutuayi compte un hôpital général de référence de Bibanga. Les centres de santé sont au nombre de cinq (5), et 3 postes de santé. Le Secteur de Mutuayi a également 5 aires de santé.

#### Centre de santé publics du Secteur de Mutuayi

<b>Nom du Centre de Santé</b>	<b>Localisation</b>	<b>Population de l'Aire de santé</b>	<b>Distance par rapport à l'hôpital de référence</b>	<b>Effectif du personnel</b>			
				<b>Médecin</b>	<b>infirmiers</b>	<b>autres</b>	<b>Total</b>
BIBANGA	Bkua KANDA BENA MBUYI	11.275	00	-	3	4	7
LUKANGU	BAKUA LONJI	8.368	13Km	-	3	3	6
MANJA	BKUA CINENE	7.255	12Km	-	3	5	8
TSHIKUYI	Bkua KANDA Bna MBUYI	6.507	10Km	-	3	3	6
KAPONJI	Bkua Kanda Bna NYEMBA	8.650	15 Km	-	3	5	8

Source : Données statistiques fournies par quelques ITI (infirmier Titulaire) associé à l'élaboration du PLD

Il sied de noter qu'en plus des centres ci-dessus énumérés, on retrouve aussi dans le Secteur quelques centres de santé intégrés.

### 2.5.2.3 INFRASTRUCTURES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Le Secteur de Mutuayi disposait d'un réseau de distribution d'eau au niveau de la station missionnaire de Bibanga, mais avec l'arrêt de la centrale hydro électrique, la desserte en eau potable n'est pas possible en ce jour. A Bakua Lonji et Bakua Tshinene, la population s'approvisionne à la source, les mamans mettent plus d'une heure de marche pour accéder à cette denrée de première nécessité. Il sied de noter que les sources d'eau existantes ne sont pas même aménagées.

## 2.6. DEMOGRAPHIE

Le Secteur de Mutuayi a une population estimée à 33 934 personnes (2014) se répartissant sur une superficie de 180km<sup>2</sup>. Il sied de préciser que Les Bkua Lonji , Bakua Kanda et les Bakua Tshinene sont les principaux clans dans le Secteur du Mutuayi.

<i>Année</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Garçons</i>	<i>Filles</i>	<b>TOTAL</b>
2014	10678	10407	5953	6896	33.934

Source : Archive du bureau de secteur de Mutuayi

## 2.7. Capital Financier

<i>Année</i>	<i>Budget</i>	<i>Investissement</i>
2013	21.521.935 FC	3.246.350 FC
2014	86.359.968 FC	5.737.500 FC

Source : Archives du bureau de secteur de Mutuayi

## 2.8. Habitats

Le Secteur de Mutuayi, représente une estimation de 3% des maisons en matériaux durables. Les maisons semi durables sont estimées à 35% et par contre les maisons en terre battue représentent 62%.

### CHAPITRE 3 : ANALYSE FORCE, FAIBLESSE, OPPORTUNITE, MENACE (FFOM) DU SECTEUR DE MUTUAYI.

1. DOMAINE SOCIAL	FORCE	FAIBLESSE	OPPORTUNITE	MENACES
<b>SECTEUR</b>				
<i>Secteur de SANTE</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence d'un HGR</li> <li>-Existence d'une zone de santé</li> <li>-Existence 5 aires de santé</li> <li>-Existence d'un personnel qualifié</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Faible accès de la population au service de prise en charge pour cause de distance et/ou de pauvreté.</li> <li>-Insuffisance de matériel roulant</li> <li>-Rupture de stock en médicament essentiels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence des partenaires d'appui et d'accompagnement : PROSANI ,PESS, UNICEF, ASF</li> <li>- La communauté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Auto médication de la population</li> </ul>
<i>Enseignement Primaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence des écoles primaires ;</li> <li>-Existence d'un personnel qualifié ;</li> <li>-Existence de matériel didactique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Insuffisance et vétusté d'infrastructures scolaires ;</li> <li>-Insuffisance d'équipement scolaire et administratif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence de la gratuité ;</li> <li>-forte population scolarisable ;</li> <li>-Existence des partenaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Déperdition scolaire des écoliers ;</li> <li>-Démotivation de N.U. et de NP</li> </ul>
<i>Enseignement Secondaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence des écoles secondaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque de bibliothèque et laboratoire</li> <li>-Mauvais état d'infrastructures scolaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence des partenaires d'appui et d'accompagnement : Unicef, PARS, AFD, Parents et Etat)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Déperdition scolaire des écoliers</li> <li>-démotivation de N.U. et NP</li> <li>-Insuffisance du personnel qualifié</li> </ul>
<i>Un habitat moderne et traditionnel</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence des maisons durables et semis durables ;</li> <li>-Existence des habitats traditionnels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque de politique d'investissement dans le domaine social en habitation</li> <li>-Manque des services de l'Etat qui s'occupe de sensibilisation sur l'amélioration de l'habitat en milieu rural</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Présence des matériels de construction</li> <li>-Espace vacant à construire</li> <li>-Disponibilité de Matériel de construction au niveau local</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Risque d'écroulement des maisons en matériels semis durables,</li> <li>-Manque de main d'œuvre qualifiée (construction) en milieu rural.</li> <li>-Absence de conscience pour améliorer l'habitat.</li> </ul>

SECTEUR	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
<i>Emploi formel et informel</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence des services étatiques ;</li> <li>-Existence de secteur informel de travail ;</li> <li>- Existence de la main d'œuvre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Faible emploi ;</li> <li>-Salaire maudite ;</li> <li>-Faible présence des services pourvoieur d'emploi ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence de la division de travail et de prévoyance sociale au niveau provincial ;</li> <li>-Existence de la législation sur le travail.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vieillesse du personnel de l'administration publique</li> </ul>
<b>2. DOMAINE ECONOMIQUE</b>				
<i>Agriculture</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence de terre arable et de forêt ;</li> <li>-Présence des techniciens ;</li> <li>- Présence des agriculteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Insuffisance des intrants ;</li> <li>-Techniciens en nombre réduit ;</li> <li>-Manque de connaissance des nouvelles techniques agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence des terres arables ;</li> <li>-Fertilité du sol</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Tribalisme ;</li> <li>-Conflits de pouvoir et de terre</li> </ul>
<i>Elevage</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence des petits bétails et volaille ;</li> <li>-Présence des espaces naturels pour l'élevage ;</li> <li>-Présence des éleveurs traditionnels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Des sujets d'élevage en divagation ;</li> <li>-Absence d'Infirmiers et des médecins vétérinaires ;</li> <li>-Pratique des méthodes traditionnelles d'élevage ;</li> <li>-Absence des encadreurs et de programme d'encadrement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Présence de service d'agriculture et élevage</li> <li>-Existence des sujets de races améliorée en province</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Maladies des bêtes</li> </ul>
<b>Infrastructure de base</b> <i>-Route</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence de routes de desserte agricole ;</li> <li>-Existence de la main d'œuvre locale pour le maintien des routes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque d'encadrement des cantonniers ;</li> <li>-Manque d'entretien de route de desserte agricole</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence des partenaires techniques et financiers : CTB, AMECO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Evacuation difficile des produits agricoles ;</li> <li>-Circulation difficile</li> </ul>

SECTEUR	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
<b>Infrastructure Communautaire : Bâtiment administratif</b>	-Existence des bureaux administratifs et autres services spécialisés	-Bureau dans un état de délabrement avancé	-Existence de service de TPI au niveau du Secteur. -Existence d'un budget au secteur	-Manque de financement -Mauvaise politique d'investissement de l'Etat
<i>Eau</i>	-Existence des cours d'eau -Existence des sources d'eau aménagée ; -Existence d'un réseau de distribution de l'eau	Faible Accès à l'eau potable	-Présence de SNHR -Existence de programme d'appui en eau	Maladie d'origine hydrique
<i>Forêt</i>	Présence de forêt de galerie naturelle	-Déboisement incontrôlé -Absence de la politique de reboisement.	-La loi forestière ; -Le code foncier	-Déforestation ; -Réchauffement climatique
<i>Electricité</i>	Existence du barrage de Bibanga	- Non fonctionnement	-La présence de partenariat entre l'église et partenaire technique	- Inopérationnalité du réseau de distribution d'eau ;
<i>Commerce Interne</i>	-Existence des produits commercialisables ; -Existence d'un marché local ; -Présence des acheteurs et des vendeurs	-Mauvais état des voies de communication ; -Rareté des certains produits manufacturés ; -Marché opérationnel une fois la semaine	-Existence des voies de communication	-Approvisionnement Irrégulier
<b>3. DOMAINE POLITIQUE</b>				
<i>Police</i>	-Présence des agents de la PNC dans le Secteur ; -Présence d'un bureau de la police	-Mauvaise politique de recrutement ; - Nombre réduit des effectifs ; -Faible niveau des compétences des agents de la PNC ; - Appui logistique non	-Existence des services hiérarchisés ; - Existence d'un cadre légal	-Tracasserie policière ; -Mauvaise prestation

SECTEUR	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
		proportionnel ; -Mauvais état des infrastructures		
<i>Administration Publique</i>	-Existence du bureau administratif -Existence d'un personnel	-Vétusté du bureau ; -Mauvais paiement ; -Mauvaise qualité des services rendus -Sous équipement	-Présence de la Législation ; -Existence du pouvoir administratif hiérarchisé	-vieillesse
<i>Pouvoir exécutif</i>	Présence d'un chef de secteur	-Faible information et formation dans le chef des animateurs du secteur ; - Faible mobilisation de recette au niveau du secteur ; - Absence de la redevabilité	-Existence du cadre légal ; -Organisation des élections ; - Existence du calendrier électoral	Incidences fiscales
<i>Pouvoir judiciaire</i>	-Existence des OPJ	-Faible niveau de compétence des OPJ, - Monnayage des services	-Existence du ministère national de la justice	-Arrestation arbitraire et autres bavures -Amende exagérée
<i>Pouvoir traditionnel(Coutumier)</i>	-Existence des tribunaux coutumiers	-Insuffisance d'écrits fiables ; - Parallélisme entre les droits écrits et les droits coutumiers appliqués	-Existence de chefs coutumiers et notables	-Absence d'un référentiel écrits du droit coutumier
<i>Renseignement</i>	-Présence de l'ANR dans le milieu	-Faible niveau des compétences des agents de l'ANR.	-Présence d'un service hiérarchisé	-Insécurité -Tracasserie
<b>4. DOMAINE CULTUREL</b>				
<i>Sport (Foot Ball)</i>	-Existence de la Jeunesse intéressée	- Existence des terrains de foot non appropriés -Faible encadrement de la jeunesse -Manque d'intérêts	-Ministère de sport et loisir ; -Division provinciale de sport et loisir ; -Existence des services spécialisés	- Inoccupation de la jeunesse

## CHAPITRE 4 : LES PRINCIPAUX PROBLEMES DU SECTEUR DE MUTUAYI (Territoire de Katanda)

N°	DOMAINES ET SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
I	<b>SOCIAL</b>			
	<i>1.1. SANTE</i>	<i>-La vétusté du bâtiment de l' HGR</i>	-Manque de politique de réhabilitation des infrastructures sanitaires	- Risque d'écroulement
		<i>La vétusté d'équipement (matériel de travail)</i>	Faible politique de renouvellement d'équipement	Maladies cosmiales -Risque de transmission de tétanos -Décès avant première anniversaire
		<i>-Insuffisance des matériels</i>	-Faible approvisionnement en matériels aux structures de santé	-Faible qualité des soins de santé
		<i>-Faible taux d'utilisation de service de santé</i>	-Sous information -Pauvreté	-Automédication -Accouchement à domicile - taux élevé de décès infantile
		<i>Faible couverture sanitaire</i>	-Faible revenu -Absence de quelques services au Centre de santé -Longue distance à parcourir entre HGR et la population	-Automédication -Recours aux tradi –praticiens -Faible accès aux soins de santé de qualité -Accouchement à domicile -Taux élevé de décès infantile
		<i>-Insuffisance de Centre de santé moderne et de maternité</i>	-Manque de politique d'investissement	-Accouchement à domicile -Taux élevé de décès infantiles
	<i>1.2. Emploi</i>	<i>-taux élevé du chômage</i>	-Manque de politique de création d'emploi ; -Faible emploi	-Pauvreté
	<i>1.3. Education</i>	<i>-Faible scolarisation des filles au secondaire</i>	-Les us et coutumes	-Taux élevé d'analphabète de fille - Mariage précoce
		<i>-Déperdition des élèves en cours de l'année scolaire</i>	-Faible suivi des parents aux études des enfants -Pauvreté	-Délinquance juvénile
		<i>-Surpeuplement dans des salles</i>	-Manque d'infrastructure	-Mauvaise qualité de l'enseignement

N°	DOMAINES ET SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
		<i>de classe</i>	adéquates	-Niveau bas dans le chef des élèves
		<i>-Délabrement avancé des infrastructures scolaires</i>	-Manque de politique d'investissement	-Risque d'écroulement
	<i>1.4. Habitat</i>	<i>-Précarité de l'habitat</i>	-Manque de politique locale d'aménagement de l'habitat	-Promiscuité -cohabitation homme-animaux
II	<b>DOMAINE ECONOMIE</b>			
	2.1. AGRICULTURE			
	-Production végétale	<i>-Faible Production agricole</i>	-Mauvaise des routes - Pauvreté du sol ; - Pratique d'agriculture non. mécanisée ; -Feu de brousse ; -Faible accès au crédit agricole ; -Faible organisation et restructuration des mouvements paysans	-Pauvreté - La sous alimentation et malnutrition ; -Hausse de prix de produits agricoles
	-Production Animale	<i>-Faible production animale</i>	-Manque de géniteur de race améliorée ; -Pas de médecin vétérinaire au secteur ; - Faible encadrement des éleveurs ; - Pratique d'élevage traditionnel -Manque de pharmacie	-Carence des protéines d'origine animale et la pauvreté -Rareté de viande sur le marché -Le prix en hausse de la viande
	2.2. Secteur d'infrastructures Route	<i>Mauvais Etat de route de desserte agricole</i>	-Manque d'entretien	-Faible circulation des personnes et des biens ; -Hausse de prix de produits vivriers.
	2.3. Bâtiment administratif	<i>-Bâtiment dans un Etat de</i>	-Manque d'entretien	-Risque d'écroulement

N°	DOMAINES ET SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
	2.4. Eau	<i>Faible accès à l'eau potable</i>	-Insuffisance des sources d'eau aménagées ; -Inopérationalité de réseau de distribution -absence d'énergie électrique pour pomper l'eau	-Maladie d'origine hydrique
	2.5. Forêt	- <i>Manque de forêt naturelle</i> - <i>Manque de forêt artificielle</i>	- Déboisement anarchique - Pas de culture de reboisement	-Perturbation climatique
	2.6. Energie	- <i>Vétusté des pièces du barrage hydroélectrique</i>	-Vétusté des machines -Mauvaise politique d'investissement -Manque de politique de renouvellement des pièces	-Obscurité - difficulté de maintenir la chaîne de froid à l'HGR
	2.7. Commerce	- <i>Manque de marché de type moderne</i>	-Manque de politique d'investissement	-Pauvreté
III	<b>DOMAINE POLITIQUE</b>			
	3.1. Police	- <i>Faible niveau de compétence des agents de la police</i>  - <i>Nombre réduit des effectifs de la PNC</i>	-Insuffisance de formation et d'information -Faible niveau d'instruction -Mauvaise politique de recrutement -Faible affectation des agents de la police	-Insécurité -Tracasserie -Mauvaise prestation - Faible autorité de l'Etat
	3.2. Administration Publique	- <i>Faible compétence des agents de l'administration ;</i> - <i>Faible moyen logistique ;</i> - <i>Faible collaboration entre l'autorité locale et la population</i>	- Manque de formation et de recyclage des agents administratifs ; -Absence de la politique de renforcement des capacités ; -Manque de Leadership	-Mauvaise qualité de service rendu ; -Faible autorité de l'Etat ressenti
	3.3. Pouvoir judiciaire	- <i>Faible couverture</i>	-Non adaptabilité de la loi aux réalités locale	-Faible accès à la justice ; - Le recours aux droits coutumiers
	3.4. Pouvoir traditionnel(Coutumier)	- <i>Manque d'écrits fiables ;</i>	-Le poids de la coutume	-Justice non équitable ;

N°	DOMAINES ET SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
		<i>-Manque de personnel</i>		développement communautaire
	3.5. Renseignement	<i>-Faible compétence des agents et personnel de fait</i>	-Manque/faible de formation et d'information -Mauvaise politique publique d'encadrement	-Mauvaise prestation ; -Usurpation des fonctions par le personnel de fait ;
IV	<b>DOMAINE CULTUREL</b>			
	4.1. SPORT (Foot bal)	<i>-Manque de terrain de foot selon les normes</i>	-Manque de politique d'investissement	-Faible divertissement ; - Manque à gagner dans le chef du trésor public

**CHAPITRE 5 : LES PROBLEMES PRIORITAIRES DU SECTEUR DE MUTUAYI, LES ACTIONS, LES OBJECTIFS, LA LOCALISATION ET LES RESPONSABLES.**

N°	DOMAINES/ SECTEURS	ACTION	OBJECTIFS OU INDICATEUR	LOCALISATION	ACTEUR RESPONSABLE IMPLIQUE
I	<b>SOCIAL</b>				
	<i>1.1. Secteur Education</i>	<i>Construire/réhabiliter les écoles :</i>			
		<b>Primaires</b>	6	-Bibanga 1, Manja 1, Kamponji 1, Cimpoko 1, Cikuyi 1, Nsengi yabu 1	-Gouvernement national, -Gouvernement provincial - Partenaires au développement (Bailleurs)
		<b>Secondaire</b>	7	-Lukangu 1, Bibanga 1, Manja 1, Kamponji 1, Cimpoko 1, Cikuyi 1, Nsengi yabu	-Gouvernement national, -Gouvernement provincial - Partenaires au développement (Bailleurs)
		<i>Organiser la sensibilisation des parents et des filles sur l'éducation pour tous</i>	4	Bkua Lonji 1, Bkua Tshinene 1, Bkua Kanda (Bkua Nyemba) 1, Bkua Kanda Bena Mbuyi 1	-Secteur - OSC
		<i>Créer les centres d'alphabétisation et de rattrapage</i>	4	Bkua Lonji 1, Bkua Tshinene 1, Bkua Kanda (Bkua Nyemba) 1, Bkua Kanda Bena Mbuyi 1	Secteur
	<i>1.2. Santé</i>				
		<i>Réhabiliter l'HGR</i>	1	Bibanga	-Gouvernement national, -Gouvernement provincial - Partenaires au développement

	<b>DOMAINES/ SECTEURS</b>	<b>ACTION</b>	<b>OBJECTIFS</b>	<b>LOCALISATION</b>	<b>ACTEUR</b>
					(Bailleurs)
		<i>Construire les Centres de Santé</i>	4	Bibanga1,Manja1,Kamponji 1, 1 Lukangu	-Gouvernement national, -Gouvernement provincial - Partenaires au développement (Bailleurs)
	<i>1.3. Médecine traditionnelle</i>	<i>Renforcer les capacités des formateurs (initiateurs)</i>	9	Manja1,Kamponji 1,Lukangu	- Partenaires au développement (Bailleurs) -Structures locales
	<i>1.4. Emploi</i>	<i>Créer les unités de production cas de palmerai</i>	4	Bkua Lonji 1,Bkua Tshinene 1, Bkua Kanda(Bkua Nyemba)1, Bkua Kanda Bena Mbuyi 1	- Partenaires au développement (Bailleurs) -Structures locales
	<i>1.5. Habitat</i>	<i>Construire les maisons en matériaux durables de fonds d'avance pour les travailleurs de l'administration et la population</i>	400	100 par groupement	-Gouvernement provincial - Partenaires au développement (Bailleurs)
		<i>Sensibiliser la population sur les normes relatives à un habitat rural décent.</i>	4 séances	1 Séance par groupement	-Secteur - Structures locales
II	<b>DOMAINE ECONOMIQUE</b>				
	<i>2.1. Secteur agricole</i>				
	<i>Agriculture</i>	<i>Amender le sol par les légumineuses</i>	400 Ha pour 1600 Sacs D'engrais	100Ha et 400 sacs par groupement	Organisations paysannes
		<i>Mécaniser l'agriculture</i>	4 tracteurs	1 tracteur par Groupement	-Gouvernement National ; -Gouvernement provincial ;

	<b>DOMAINES/ SECTEURS</b>	<b>ACTION</b>	<b>OBJECTIFS</b>	<b>LOCALISATION</b>	<b>ACTEUR</b>
					- Partenaires au développement (Bailleurs
		Renforcer leurs compétences sur les nouvelles techniques agricoles	4	1 par Groupement.	Services techniques ad hoc OSC
	<i>2.2. Elevage</i>	<i>Sensibiliser la population sur l'élevage familiale</i>	8 Séances	2 séances par groupement	OSC, Organisations paysanne
	<i>2.3. Infrastructures de base (route)</i>	<i>-Réhabiliter les routes de desserte agricoles</i>	184 Km	Lukangu-Bibanga :14km,Bibanga-Pont Mutuayi :10Km,Lubilanji-Mutuayi :12km, Lubilanji-Bibanga :20Km,Bibanga – Manja :10Km ,Manja –Sengiyabu :13Km, Sengayabu-Manja 17Km,Sengiyabu-Masanka :30 Km, Bibanga – Luputa :12Km, Lukangu-Luputa :6Km, Lukangu –Tshiluayi :5Km ,Masanka-Tshikila :35 Km	Secteur, Partenaire au Développement, OSC
	<i>2.4. Ponts</i>	Jeter les ponts	2	Kalonga et Mulambu	Gouvernement Provincial
	<i>2.5. Infrastructure communautaire</i>				
	<i>Bureau Administratif</i>	<i>-Construire un bureau administratif du secteur</i>	1	Au chef lieu du secteur à Lukangu	Secteur
		<i>-Construire le logement du personnel</i>	20 maisons	Au chef lieu du secteur à Lukangu	Secteur
	<i>2.6. Eau</i>	<i>Aménager les sources d'eau</i>	-80 sources	20 par groupement	Services techniques ad hoc,OSC
	<i>2.7. Foret</i>	<i>Créer les forêts artificiels</i>	4	1 forêt par groupement	OSC, Communauté locale, Partenaires au Développement
	<i>2.8. Electricité</i>	<i>Faire un plaidoyer pour la réhabilitation de la centrale hydro électrique de Bibanga</i>	1	Bibanga	-Eglise -Communauté locale

	<b>DOMAINES/ SECTEURS</b>	<b>ACTION</b>	<b>OBJECTIFS</b>	<b>LOCALISATION</b>	<b>ACTEUR</b>
III	<b>DOMAINE POLITIQUE</b>				
	<b>3.1. Secteur de Sécurité</b>				
	3.2. Renseignement ( ANR)	- Renforcer la capacité des agents de l'ANR	3 séances pour 16 agents	4 par groupement	Direction Provinciale
	3.3. Police			5 par groupement	
		<i>Renforcer les capacités des agents de la police</i>	4 séances pour 20 policiers	2 par groupement	-Gouvernement National ; -Gouvernement provincial ; - Services techniques
		<i>Faire un plaidoyer en faveur de l'augmentation des S/ CIAT</i>	2	Inspection et Commissaire Provincial de la Police	- Secteur ; -OSC
		<i>Appuyer la police avec les autres moyens logistiques adéquats</i>			-Gouvernement National ; -Gouvernement provinciale ; -Service Public spécialisé
	<b>3.4. Secteur de l'Administration publique</b>				
	Pouvoir Exécutif	<i>Renforcer la capacité de l'autorité locale</i>	1	Secteur de Mutuayi à Lukangu	Gouvernement Provincial
		<i>Appuyer le Chef de Secteur avec un moyen de Transport Moto DT</i>	1	Secteur de Mutuayi à Lukangu	Gouvernement Provincial
		<i>Renforcer la capacité des agents de la fonction Publique</i>		Secteur de Mutuayi à Lukangu	Gouvernement Provincial
	<b>3.5. Secteur de la justice</b>				
	Pouvoir Judiciaire	<i>Renforcer la capacité des OPJ</i>	3	Secteur de Mutuayi à Lukangu	Services publics compétents OSC
	<b>3.6. Pouvoir traditionnel</b>	<i>-Sensibiliser les ayants droits à respecter les normes de succession</i>	4	1 par groupement	-Ministère de la justice -Parquet de Grande Instance

	<b>DOMAINES/ SECTEURS</b>	<b>ACTION</b>	<b>OBJECTIFS</b>	<b>LOCALISATION</b>	<b>ACTEUR</b>
IV	<b>DOMAINE CULTUREL</b>				
	Sport (Foot Ball)	- <i>Aménager les terrains de foot</i>	4	1 par groupement	Secteur
		<i>Appuyer les équipes de foot en équipements de foot</i>	8	2 par groupement	Service technique provincial, Secteur de Nsangu , Secteur Privé
	Loisirs	Construire les salles polyvalentes	2	Lukangu , Bibanga	

## CHAPITRE 6 : PLAN OPERATIONNEL QUINQUENNAL D'ACTION DETAILLE DU SECTEUR DE MUTUAYI

ACTIONS	Localisation	Indicateur Objectif	Responsable	COUT		REPARTITION ANNUELLES DES COUTS EN \$ US				
				P.U.	Moyens d'Action/ Cout total	A1	A2	A3	A4	A5
<b>DOMAINE SOCIAL</b>										
<b>1.1 Secteur de l'Education</b>										
<i>Construire les écoles :</i>										
<i>1.1. Primaires</i>	-Bibanga 1, Manja 1, Kamponji 1, Cimpoko 1, Cikuyi 1, Nsengi yabu 1	6	Gouvernement national, Gouvernement provincial Partenaires au développement (Bailleurs)	80.000\$	480.000\$	96.000\$	96.000\$	96.000\$	96.000\$	96.000\$
<i>Secondaires</i>	-Lukangu 1, Bibanga 1, Manja 1, Kamponji 1, Cimpoko 1, Cikuyi 1, 1 Nsenku Yabu	7	Gouvernement national, Gouvernement provincial Partenaires au développement (Bailleurs)	80.000\$	560.000\$	112.000\$	112.000\$	112.000\$	112.000\$	112.000\$
Equiper les infrastructures scolaires :			Gouvernement national, Gouvernement provincial Partenaires au développement (Bailleurs)							
bancs pupitres primaires	-144Bibanga ,144 Manja , 144Kamponji, 144Cimpoko , 144Cikuyi ,144Nsengi yabu	864		35\$	30.240\$	6.048\$	6.048\$	6.048\$	6.048\$	6.048\$
bancs pupitres secondaires	-144Lukangu ,144Bibanga, 144Manja, 144Kamponji, 144Cimpoko,144Cikuyi, 144 Nsenku Yabu	1008		35\$	35.280\$	7.056\$	7.056\$	7.056\$	7.056\$	7.056\$

ACTIONS	Localisation	Indicateur	Responsable	P.U.	Moyens	A1	A2	A3	A4	A5
Bureaux primaires	12 Bibanga , 12 Manja , 12 Kamponji, 12 Cimpoko , 12 Cikuyi ,12 Nsengi yabu	72		50\$	3.600\$	720\$	720\$	720\$	720\$	720\$
Bureaux écoles secondaires	12Lukangu ,12Bibanga ,12Manja, 12Kampoji ,12Cimpoko ,12Cikuyi , 12Nsenku Yabu	84		50\$	4.200\$	840\$	840\$	840\$	840\$	840\$
Chaises écoles primaires	12Bibanga , 12Manja , 12Kamponji , 12Cimpoko , 12Cikuyi ,12Nsengi yabu	72		15\$	1.080\$	216\$	216\$	216\$	216\$	216\$
Chaises secondaires	12Bibanga , 12Manja , 12Kamponji , 12Cimpoko , 12Cikuyi ,12Nsengi yabu	84		15\$	1.260\$	252\$	252\$	252\$	252\$	252\$
Organiser la sensibilisation des parents et les filles sur l'éducation pour tous	Bkua Lonji 1,Bkua Tshinene 1, Bkua Kanda(Bkua Nyemba)1, Bkua Kanda Bena Mbuyi 1	4	Organisations locales (ONG et AOC)	450\$	1.800\$	360\$	360\$	360\$	360\$	360\$
Créer les centres d'alphabétisation et de rattrapage scolaire	Bkua Lonji 1,Bkua Tshinene 1, Bkua Kanda(Bkua Nyemba)1, Bkua Kanda Bena Mbuyi 1	4	Secteur	2.500\$	10.000\$	2.000\$	2.000\$	2.000\$	2.000\$	2.000\$
<b>1.2. Secteur de Santé</b>										
Réhabiliter l'HGR	Bibanga	1	Gouvernement national, Gouvernement provincial Partenaires au développement (Bailleurs)	25.000\$	25.000\$	5.000\$	5.000\$	5.000\$	5.000\$	5.000\$
Construire les Centre de santé	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	4	Gouvernement national, Gouvernement provincial, Partenaires au développement (Bailleurs)	15.000\$	60.000\$	12.000\$	12.000\$	12.000\$	12.000\$	12.000\$
Renforcement des capacités des guérisseurs traditionnels	3Manja , 3Kamponji,3 Lukangu	9 séances	Partenaires au développement (Bailleurs), Structures locales	1.500\$	13.500\$	810\$	810\$	810\$	810\$	810\$
Appuyer les structures sanitaires en matériels :			Gouvernement national, Gouvernement							

ACTIONS	Localisation	Indicateur	Responsable	P.U.	Moyens	A1	A2	A3	A4	A5
			provincial Partenaires au développement (Bailleurs)							
Tensiomètre	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	4		70\$	280\$	56\$	56\$	56\$	56\$	56\$
Stéthoscope	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	4		150\$	600\$	120\$	120\$	120\$	120\$	120\$
Kit de pansement	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	4		2500\$	10.000\$	2.000\$	2.000\$	2.000\$	2.000\$	2.000\$
Boîte d'accouchement	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	4		150\$	600\$	120\$	120\$	120\$	120\$	120\$
Microscope	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	4		900\$	3.600\$	720\$	720\$	720\$	720\$	720\$
Bassin de réniforme	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	4		20\$	80\$	16\$	16\$	16\$	16\$	16\$
Tambour pour la conservation des matériels	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	4		150\$	1.050\$	210\$	210\$	210\$	210\$	210\$
Table d'accouchement	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	4		1100\$	4.400\$	880\$	880\$	880\$	880\$	880\$
Table de consultation	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	4		2000\$	8.000\$	1.600\$	1.600\$	1.600\$	1.600\$	1.600\$
Balance pèse bébé	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	4		100\$	400\$	80\$	80\$	80\$	80\$	80\$
Balance pèse adulte	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	4		100\$	400\$	80\$	80\$	80\$	80\$	80\$
lit d'observation avec matelas	1Bibanga , 1Manja , 1Kamponji, 1 Lukangu	24		300\$	7.200\$	1.440\$	1.440\$	1.440\$	1.440\$	1.440\$
<b>1.3 Secteur de l'Emploi</b>										
Créer les unités de production, cas de palmeraie	Bkua Lonji 1, Bkua Tshinene 1, Bkua Kanda (Bkua Nyemba) 1, Bkua Kanda Bena Mbuyi 1	4	Partenaires au développement (Bailleurs), Structures locales	6.807,4\$	27.229\$	5445.8\$	5445.8\$	5445.8\$	5445.8\$	5445.8\$
<b>1.4 Secteur de</b>										

ACTIONS	Localisation	Indicateur	Responsable	P.U.	Moyens	A1	A2	A3	A4	A5
<b><i>l'Habitat</i></b>										
Construire les maisons en matériaux durable à caractère social	100Bkua Lonji ,100Bkua Tshinene, 100Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 100Bkua Kanda Bena Mbuyi	400	Gouvernement provincial Partenaires au développement (Bailleurs)	15.000\$	6.000.000\$	1.200.000\$	1.200.000 \$	1.200.000 \$	1.200.000 \$	1.200.000\$
Sensibiliser la population sur les normes relatives à un habitat rural décent	Bkua Lonji 1,Bkua Tshinene 1, Bkua Kanda(Bkua Nyemba)1, Bkua Kanda Bena Mbuyi 1.	4	Secteur de Mutuayi, Structures locales	450\$	1.800\$	360\$	360\$	360\$	360\$	360\$
<b>II. DOMAINE ECONOMIQUE</b>										
<b>2.1. Secteur Agricole</b>										
<b>2.1.1 Production végétale</b>										
Sensibiliser la population sur les techniques d'amender le sol par les légumineuses	2 séances par groupement	8	Communauté, partenaires	450\$	3.600\$	720\$	720\$	720\$	720\$	720\$
Faire un plaidoyer pour Mécaniser l'agriculture (tracteur)	1 tracteur par groupement	4	Gouvernement National Gouvernement provincial, Partenaires au développement (Bailleurs)							
organiser et structurer les agriculteurs(OP)	Bkua Lonji 1,Bkua Tshinene 1, Bkua Kanda(Bkua Nyemba)1, Bkua Kanda Bena Mbuyi 1.	4	Communauté locale, OSC	450\$	1.800\$	360\$	360\$	360\$	360\$	360\$
Renforcer leurs compétences sur les nouvelles techniques agricole	2Bkua Lonji ,2Bkua Tshinene , 2Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 2Bkua Kanda Bena Mbuyi .	8	Services techniques ad hoc OSC	1.500\$	12.000\$	2.400\$	2.400\$	2.400\$	2.400\$	2.400\$
Renforcer les capacités des techniciens agronomes	2Bkua Lonji ,2Bkua Tshinene , 2Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 2Bkua Kanda Bena Mbuyi .	8	OSC (Organisations paysannes)	1.500\$	12.000\$	2.400\$	2.400\$	2.400\$	2.400\$	2.400\$
Appuyer 1000										

ACTIONS	Localisation	Indicateur	Responsable	P.U.	Moyens	A1	A2	A3	A4	A5
ménages agricoles en semences et boutures améliorés :										
Maïs	7500Kg Bkua Lonji , 7500Kg Bkua Tshinene , 7500Kg Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 7500Kg Bkua Kanda Bena Mbuyi .	30000kg	Services techniques publics ad hoc	2\$	60.000\$	12.000\$	12.000\$	12.000\$	12.000\$	12.000\$
Niébé	6000kg Bkua Lonji , 6000kg Bkua Tshinene , 6000kg Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 6000kg Bkua Kanda Bena Mbuyi .	24000kg	Services techniques publics ad hoc	2\$	48.000\$	9.600\$	9.600\$	9.600\$	9.600\$	9.600\$
Soja	6000kg Bkua Lonji , 6000kg Bkua Tshinene , 6000kg Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 6000kg Bkua Kanda Bena Mbuyi .	24000kg	Services techniques publics ad hoc	2\$	48.000\$	9.600\$	9.600\$	9.600\$	9.600\$	9.600\$
Arachide	1500kg Bkua Lonji , 1500kg kg Bkua Tshinene , 1500kg Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 1500kg Bkua Kanda Bena Mbuyi .	6000kg	Services techniques publics ad hoc	2\$	12.000\$	2.400\$	2.400\$	2.400\$	2.400\$	2.400\$
En mètre linéaire Manioc	600 Bkua Lonji , 600 Bkua Tshinene , 600 Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 600 Bkua Kanda Bena Mbuyi	2400 ml	Services techniques publics ad hoc	0,20\$	480\$	96\$	96\$	96\$	96\$	96\$
Appuyer & faciliter l'approvisionnement d'engrais chimique aux paysans pour 1000 ménage agricole à raison d'un hectare par ménage :										
Maïs : hectares ✓ DAP(18-46-0)	400 Bkua Lonji , 400 Bkua Tshinene , 400 Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 400 Bkua Kanda Bena Mbuyi	1600sacs	Services techniques publics ad hoc OSC	120\$	192.000\$	38.400\$	38.400\$	38.400\$	38.400\$	38.400\$
✓ Urée (46%N)	400kg Bkua Lonji , 400kg kg Bkua Tshinene , 400kg Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 400kg Bkua Kanda Bena Mbuyi	1600sacs	Services techniques publics ad hoc OSC	110\$	220.000\$	44.000\$	43.200\$	43.200\$	43.200\$	43.200\$

ACTIONS	Localisation	Indicateur	Responsable	P.U.	Moyens	A1	A2	A3	A4	A5
<b>2.1.2 Production animale</b>										
Sensibiliser la population sur l'importance de l'élevage familiale	2Bkua Lonji ,2Bkua Tshinene , 2Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 2Bkua Kanda Bena Mbuyi .	8	OSC (Organisations paysannes)	450\$	3600\$	720\$	720\$	720\$	720\$	720\$
Organiser les mutuelles communautaires	1Bkua Lonji ,1Bkua Tshinene , 1Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 1Bkua Kanda Bena Mbuyi	4	OSC (Organisations paysannes)	450\$	1.800\$	360\$	360\$	360\$	360\$	360\$
Introduire les sujets donnant 2 à 3 petits par mise bas :			Partenaires au développement (Bailleurs), OSC							
➤ Caprins :										
Chèvres :	10Bkua Lonji ,10Bkua Tshinene , 10Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 10Bkua Kanda Bena Mbuyi .	40		80\$	3.200\$	640\$	640\$	640\$	640\$	640\$
Bouc	1Bkua Lonji ,1Bkua Tshinene , 1Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 1Bkua Kanda Bena Mbuyi .	4		80\$	320\$	64\$	64\$	64\$	64\$	64\$
➤ Lapins										
Males	5Bkua Lonji ,5Bkua Tshinene ,5Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 5Bkua Kanda Bena Mbuyi .	20		10\$	200\$	40\$	40\$	40\$	40\$	40\$
Femelles	20Bkua Lonji ,20Bkua Tshinene , 20Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 20Bkua Kanda Bena Mbuyi .	80		10\$	800\$	160\$	160\$	160\$	160\$	160\$
➤ Canards :										
Males	3Bkua Lonji ,3Bkua Tshinene , 3Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 3Bkua Kanda Bena Mbuyi .	12		10\$	120\$	24\$	24\$	24\$	24\$	24\$
Femelles	10Bkua Lonji ,10Bkua Tshinene , 10Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 10Bkua Kanda Bena Mbuyi .	40		10\$	400\$	80\$	80\$	80\$	80\$	80\$
➤ Porcs :										
Truies	4Bkua Lonji ,4Bkua Tshinene , 4Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 4Bkua Kanda Bena Mbuyi .	16		150\$	2.400\$	480\$	480\$	480\$	480\$	480\$

ACTIONS	Localisation	Indicateur	Responsable	P.U.	Moyens	A1	A2	A3	A4	A5
Poules	1Bkua Kanda Bena Mbuyi . 10Bkua Lonji , 10Bkua Tshinene , 10Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 10Bkua Kanda Bena Mbuyi .	40		10\$	400\$	80\$	80\$	80\$	80\$	80\$
Coq	3Bkua Lonji , 3Bkua Tshinene , 3Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 3Bkua Kanda Bena Mbuyi .	12		10\$	120\$	24\$	24\$	24\$	24\$	24\$
<b>2.2. Secteur des Infrastructures</b>										
<b>2.2.1. Infrastructure de base et ouvrage d'art</b>										
Réhabiliter les routes de desserte agricole	Lukangu-Bibanga :14km,Bibanga-Pont Mutuayi :10Km,Lubilanji-Mutuayi :12km, Lubilanji-Bibanga :20Km,Bibanga – Manja :10Km ,Manja –Sengiyabu :13Km, Sengiyabu-Manja 17Km,Sengiyabu-Masanka :30 Km, Bibanga – Luputa :12Km, Lukangu-Luputa :6Km, Lukangu –Tshiluayi :5Km ,Masanka-Tshikila :35 Km	184KM	Partenaires au développement (Bailleurs), Secteur, OSC	2500\$	460.000\$	92.000\$	92.000\$	92.000\$	92.000\$	92.000\$
Jeter les ponts sur les rivières	Kalonga et Mulambu	2	Gouvernement provincial	150.000\$	300.000\$	60.000\$	60.000\$	60.000\$	60.000\$	60.000\$
<b>2.2.2. Infrastructures communautaires</b>										
Construire un bâtiment administratif	Au Chef lieu du secteur à Lukangu	1	Secteur	28.000\$	28.000\$	5.600\$	5.600\$	5.600\$	5.600\$	5.600\$
Construire le logement du personnel	Au Chef lieu du secteur à Lukangu	20	Secteur	15.000\$	300.000\$	60.000\$	60.000\$	60.000\$	60.000\$	60.000\$
<b>2.3 Secteur des Eaux et Forêts</b>										
<b>a. Eaux</b>										
Construire et aménager les sources d'eaux potables	20 par groupement	80 Sources	Partenaires au développement (Bailleurs), Service Ad hoc Organisations de	4000\$	320.000\$	64.000\$	64.000\$	64.000\$	64.000\$	64.000\$

ACTIONS	Localisation	Indicateur	Responsable	P.U.	Moyens	A1	A2	A3	A4	A5
b. Forêts										
Créer des forêts artificiels	1 forêt par groupement	4ha (4forêts)	Partenaires au développement (Bailleurs), Communauté locale, OSC	769\$	3.076\$	615,20\$	615,20\$	615,20\$	615,20\$	615,20\$
<b>2.4 Secteur de l'Energie</b>										
<i>Faire un plaidoyer pour la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Bibanga</i>	Bibanga	1	Eglise, communauté locale							
<b>III. DOMAINE POLITIQUE</b>										
<b>3.1. Secteur de Sécurité</b>										
Former et recycler les agents de L'A.N.R	4 par groupement	2 séances (pour 16 agents)	Direction Provinciale	1.500\$	3.000\$	600\$	600\$	600\$	600\$	600\$
Formation et recyclage des agents de la police	5 policiers par groupement	2 séances pour 20 policiers	Gouvernement national, Gouvernement provincial, Service technique	1.500\$	3.000\$	600\$	600\$	600\$	600\$	600\$
<b>3.2 Secteur de l'Administration publique</b>										
<i>Renforcer la capacité de l'autorité locale</i>	Secteur de Mutuayi à Lukangu	1	Gouvernement provincial	450\$	450\$	90\$	90\$	90\$	90\$	90\$
Organiser les séances de formation des agents administratifs	Secteur de Mutuayi à Lukangu	3 séances pour 9 agents	Gouvernement Provincial	1.250\$	3.750\$	750\$	750\$	750\$	750\$	750\$
Appuyer les agents avec les moyens de	Secteur de Mutuayi à Lukangu	10 vélos	Gouvernement provincial	150\$	1.500\$	300\$	300\$	300\$	300\$	300\$

ACTIONS	Localisation	Indicateur	Responsable	P.U.	Moyens	A1	A2	A3	A4	A5
<b>justice</b>										
<i>Renforcer la capacité des OPJ</i>	Secteur de Mutuayi à Lukangu	3 séances pour 15 OPJ	Services publics compétents OSC	1.250\$	3.750\$	750\$	750\$	750\$	750\$	750\$
<b>3.5. Pouvoir traditionnel</b>										
<i>Sensibiliser les ayants droits à respecter les normes de succession</i>	1Bkua Lonji ,1Bkua Tshinene , 1Bkua Kanda(Bkua Nyemba), 1Bkua Kanda Bena Mbuyi .	4 séances	-Ministère de la justice -Parquet de Grande Instance	450\$	1.800\$	360\$	360\$	360\$	360\$	360\$
<b>IV. DOMAINE CULTUREL</b>										
<b>4.1 Sport et Loisir</b>										
Aménager les terrains de sport	1 par groupement	4	Secteur de Mutuayi	50.000\$	200.000\$	40.000\$	40.000\$	40.000\$	40.000\$	40.000\$
Faire un plaidoyer pour Appuyer les équipes de foot en équipements de foot	2 équipes par groupement		Service technique provincial , Secteur de Nsangu , Secteur Privé							
<b>4.2. Secteur de Loisir</b>										
<i>Construire les salles Polyvalentes</i>	1 Bibanga ,1 Lukangu	2	Secteur de Mutuayi	15.000\$	30.000\$	6.000\$	6.000\$	6.000\$	6.000\$	6.000\$
<b>TOTAL</b>				511.874,6\$	<b>9.573.965\$</b>	<b>1.914.793\$</b>	<b>1.914.793\$</b>	<b>1.914.793\$</b>	<b>1.914.793\$</b>	<b>1.914.793\$</b>

## **CHAPITRE 7 : CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PLD**

Dans ce chapitre il sera question de présenter les quelques conditions qui concourent à la mise en œuvre du plan local de développement. Ces conditions se résument en trois points ci-dessous :

1. Mesures administratives et organisationnelles ;
2. Mesures budgétaires et fiscales ;
3. Mesures pour le suivi – évaluation ;

### **7.1. MESURES ADMINISTRATIVES ET ORGANISATIONNELLES**

Pour atteindre les objectifs assignés, le secteur ( en attendant les élections locales ) devra prendre quelques mesures administratives susceptibles de conduire à la mise en œuvre de ce plan local de développement ,il s'agit entre autres de :

1. La mise en place d'un service public technique compétent ;
2. La mise en place d'un cadre de concertation des acteurs au développement.

#### **A. Le service technique du secteur**

Il s'agit d'un service public interne du secteur, qui aura comme rôles :

- ✓ Initier les actions au niveau de secteur pour la mise en œuvre de PLD ;
- ✓ Accompagner les autres acteurs dans la mise en œuvre des actions ;
- ✓ Faire le contrôle de l'exécution des projets validés par les différents acteurs.

Pour permettre à ce service de jouer effectivement son rôle, il est souhaitable que les agents soient animés d'une bonne conscience professionnelle, une conséquence logique d'un renforcement de capacité préalable sur les questions techniques qui conduisent à la réalisation du PLD ainsi que les notions sur la redevabilité sociale. Autrement dit, le secteur en tant que maître d'ouvrage, devra être capable d'assumer ses responsabilités en mettant en œuvre les premières actions du plan. Ce qui implique que le Chef de Secteur, qui est le porteur du présent plan, soit apte, disponible et s'engage activement à le mettre en œuvre .

#### **B. Le cadre de concertation.**

La mise en place du cadre de concertation<sup>1</sup> se justifie par la faiblesse de la capacité organisationnelle actuelle du Secteur. Aussi, l'absence de compétences techniques en matière d'élaboration et de gestion de projets, un obstacle pour la mise en œuvre des actions de développement.

Ce cadre de concertation aura pour mission :

- Renforcer la synergie des acteurs en faveur de la mise en œuvre du PLD ;
- La maîtrise ou appropriation du Plan Local de Développement (PLD) ;
- Le suivi-évaluation des réalisations (Contrôle citoyen).

---

<sup>1</sup> Structure citoyenne

Il comprend 4 catégories des membres à savoir :

- L'autorité du secteur et les représentants de services publics existant dans le secteur ;
- Les Organisations de la Société Civile ;
- Les représentants de la communauté locale (Chef de groupement, chef de village et leaders communautaires) ;
- Les représentants des partenaires au développement actifs dans le secteur.

Toute fois, il importe d'indiquer que le service technique du secteur et le cadre de concertation des acteurs en tant que structures d'appui et d'accompagnement ne sauront à eux seuls assurer la réalisation des actions du plan local de développement sur toute l'étendue du secteur. Il serait donc judicieux, qu'ils soient appuyés par le comité local de développement (CLD), dirigé par le chef de groupement ou le chef de village qui ont la charge de vulgariser le PLD à la base et sensibiliser la population pour son implication et son appropriation dans la réalisation de projet de développement, le suivi et évaluation des actions du plan dans son environnement .

## **7.2. MESURES BUDGETAIRES ET FISCALES**

Des mesures fiscales et budgétaires permettront d'accroître la capacité d'autofinancement.

### **a) Mesures fiscales**

La réalisation du plan doit se faire dans une dynamique de développement endogène qui veut que le Secteur compte d'abord sur ses propres ressources. Or, au regard des contraintes budgétaires soulevées dans la première partie, il s'avère nécessaire de prendre des mesures fiscales adéquates en vue d'améliorer la capacité financière propre du Secteur. Au nombre de ces mesures, nous pouvons citer :

- Le Secteur devra maîtriser la chaîne des recettes et dépenses au cours d'un exercice ;
- Le Secteur devra canaliser de manière rationnelle les sources d'alimentation de ses recettes ;
- Le Secteur devra créer une caisse unique qui a la charge d'assurer la coordination de l'ensemble des recettes mobilisées au niveau du secteur ;
- Le Secteur devra sensibiliser la population sur la culture fiscale et justifier de bonne gouvernance (transparence) des ressources mobilisées ;

### **b) Mesures budgétaires**

La réalisation du plan de développement local nécessite au préalable l'élaboration et la réalisation d'un budget conséquent. Ce budget devra être alimenté, dans le cas d'espèce, par les ressources suivantes :

- ✓ Le budget de la Province ;
- ✓ La rétrocession ;
- ✓ Appui et contribution des partenaires au développement ;
- ✓ Impôts et taxes reconnus au secteur par l'ordonnance loi n°13/001 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes, redevances des provinces et entités territoriales décentralisées ainsi que leurs modalités de répartition.

### **7.2.1. Mesures pour la mobilisation des Ressources et des Partenaires au Développement.**

Une fois que le plan de développement Local sera adopté par les acteurs locaux et approuvé par les instances politiques à tous les niveaux, il est impérieux que le cadre de concertation adopte une démarche préalable à la mise en œuvre du plan. Deux étapes sont préconisées, à savoir :

#### **1. La communication et la sensibilisation.**

La mise en œuvre du plan passe nécessairement par une large vulgarisation, campagne de sensibilisation et d'information visant à solliciter la participation de la population locales et à obtenir l'adhésion des différents acteurs (populations, bailleurs, état, secteur privé).

#### **2. La mobilisation de financement**

##### ***Auprès des bailleurs des fonds***

Il est important que le secteur de Mutuayi, porteur du PLD vulgarise ce dernier au niveau provincial, national et international afin d'attirer les partenaires potentiels.

Mais la mobilisation des ressources financières exogène sera d'autant plus facile lorsque les partenaires au développement auront la preuve de la disponibilité des contributions endogènes.

Dans le cadre de mobilisation des ressources exogènes, les acteurs locaux devrait initier les activités qui peuvent attirer les bailleurs de fonds pour l'exécution du plan.

##### ***Auprès des membres des communautés locales***

Au-delà de l'initiation des activités qui peuvent attirer les bailleurs de fonds pour l'exécution du plan, il s'avère important et soit créée au niveau de CLD, un **Fonds de Développement Local**. Ce fonds devra être alimenté par les contributions volontaires et solidaires des membres de la communauté locale pour la mise en œuvre de certaines actions prioritaires du plan.

### **7.3. Mesures de suivi - évaluation**

La réussite de la mise en œuvre des actions du plan est aussi liée à l'efficacité des mesures de suivi-évaluation. Cela suppose une programmation détaillée des actions, des différentes tâches et des responsabilités.

Le dispositif de suivi-évaluation repose sur un rapportage périodique. Des rapports semestriels seront élaborés et discuté dans des ateliers de suivi évaluation auxquels prendront part les membres du service technique du secteur, du cadre de concertation ainsi que les différents acteurs et partenaires impliqués dans la mise en œuvre du PLD.

Le suivi-évaluation de la mise en œuvre du PLD permettra de mesurer la marche vers l'atteinte de ses objectifs définis, d'identifier d'éventuelles contraintes et d'ajuster en conséquence les actions. Il s'appuiera sur quatre(4) types d'indicateurs :

- Les indicateurs des moyens ;
- Les indicateurs des résultats opérationnels ;
- Les Indicateurs d'effets ;
- Les Indicateurs d'impacts directs et induits.

## **CONCLUSION.**

Le diagnostic du secteur de Mutuayi montre un certain nombre de potentialités favorables à son développement du point de vue naturel de son existence. Cependant, son capital physique, économique et humain est loin de booster ce développement.

Il sied de signaler que les difficultés de fonctionnement et de gestion persistent suite aux insuffisances des ressources humaines qualifiées, ressources matérielles et financières. Les partenaires financiers et techniques qui y sont opérationnels, leurs impacts directs et induits ne sont pas tellement visibles sur terrain. Donc, la durabilité de leurs actions n'est pas présente.

Le secteur de Mutuayi, est une entité Territoriale décentralisée à vocation agricole. Malgré son statut juridique, le secteur n'a jamais eu un outil de gestion, de planification, d'évaluation et de plaidoyer qui n'est autre que le plan local de développement. L'élaboration du budget de l'entité se fait sans participation de la communauté locale, le contrôle citoyen ne se fait non plus.

Voilà ce qui a conduit aux membres de la communauté locale sous la facilitation du CEFOP et l'appui technique, d'élaborer le plan local de développement qui est à la fois une expression des besoins de développement ressentis et une vision de développement du secteur.

Ce plan qui est donc une émanation de la communauté de locale, couvre les quatre domaines de la vie, a savoir : social, économique, politique et culturel. Sa mise en œuvre effective est tributaire de la mutualisation des efforts de l'ensemble des acteurs identifiés et responsabilisés suivant les compétences légales et sociales de chacun d'entre eux.

Toutefois, l'administration public du secteur devra donner le ton par la réalisation d'un projet déclencheur dans chaque site. Pour y parvenir, il est judicieux que la population participe activement à ce processus par le paiement des impôts et taxes auxquels elle est assujettie et que le secteur justifie de sa capacité de gestion saine de l'ensemble des ressources mobilisées. En outre, il est souhaitable que soit créé au niveau de chaque groupement un fonds de développement local. Ce qui commande à une totale implication et appropriation du Plan Local de Développement par celle-ci.

Au-delà de cette appropriation, les partenaires techniques et financiers pourront appuyer le secteur.

Pour atteindre ce pari, un certain nombre des recommandations est formulé :

- **Au Gouvernement National et Provincial :**

- ✓ *De s'approprier le PLD du secteur et de l'intégrer dans son plan général et jouer réellement son rôle pour la réalisation des projets qui relèvent de leurs compétences légales respectives ;*
- ✓ *De parachever le processus de décentralisation encours en RDC ;*
- ✓ *De favoriser l'organisation des élections locales.*

- **Au secteur :**

- *De veuillez à l'exécution du PLD en tant que partie prenante principale par la mise en œuvre des projets contenus ;*
- *D'Encourager l'esprit de dialogue entre les différentes parties prenantes. En outre, il doit respecter les principes de la bonne gouvernance.*
- *De vulgariser le PLD et le vendre au près des partenaires techniques et financiers des différents domaines.*
- **Au Partenaires techniques et financiers :**
  - *D'accompagner la communauté dans l'exécution en appuyant certaines actions qui sont dans le PLD, selon leur domaine d'intervention.*
- **A la population :**
  - *De s'approprier le PLD et surtout de participer aux actions de développement communautaire*
  - *De contribuer solidairement à l'alimentation du fonds de développement local créer au niveau de leurs groupement respectifs pour la réalisation de certains projets communautaires prioritaires.*

Cependant, quelques risques pourraient compromettre ce plan si on 'y prend pas garde, il s'agit notamment de :

- *La non mobilisation des ressources locales ;*
- *Application partielle du processus de la décentralisation en RDC;*
- *Inefficacité du service technique du secteur, du cadre de concertation et des comités local de développement ;*
- *La non implication de l'Autorité du secteur et l'insuffisance des compétences humaines et des ressources matérielles pourraient être un frein à l'exécution de ce plan.*

La population, le Secteur et les acteurs locaux disposent d'un outil de référence pour le développement du secteur. Il appartient à tous de près ou de loin de mettre en commun leurs efforts pour parvenir à sa réalisation.

# Table des matières

	<b>Page</b>
<i>Liste des abréviations</i>	1
<b>I. Présentation du Secteur de Mutuayi</b>	<b>2</b>
<b>Chapitre 1 : Contexte et Justification du Plan Local</b>	<b>2</b>
<i>1.1. Contexte Général</i>	2
<i>1.2. Contexte local</i>	2
<i>1.3. Justification et Intérêt du Plan de Développement</i>	3
<i>1.4. Stratégies d'Elaboration du Plan Local de Développement</i>	3
<b>Chapitre 2 : Présentation de l'Etat de lieu du Secteur</b>	<b>4</b>
<i>2.1. Histoire du Secteur</i>	4
<i>2.2. Création et Statuts Juridique du Secteur de Mutuayi</i>	4
<i>2.3. Cadre géographique</i>	6
<i>2.4. Organisation Politico Administrative et Fonctionnement de Secteur</i>	7
<i>2.5. Les Potentialités du Secteur</i>	8
<i>2.6. Démographie</i>	11
<i>2.7. Capital Financier</i>	11
<b>Chapitre 3 : Analyse, Force, Faiblesse, Opportunité, Menace(FFOM) du Secteur de Mutuayi</b>	<b>12</b>
<b>Chapitre 4 : Principaux Problèmes du Secteur de Mutuayi</b>	<b>16</b>
<b>Chapitre 5 : Les problèmes prioritaires du Secteur de Mutuayi , les actions ,les objectifs ,la localisation et les responsables</b>	<b>20</b>
<b>Chapitre 6 : Plan opérationnel Quinquennal d'Actions détaillées du Secteur de Mutuayi</b>	<b>25</b>
<b>Chapitre 7 : Conditions de mise en œuvre du PLD</b>	<b>34</b>
<i>7.1. Mesures Administratives et Organisationnelles</i>	34
<i>7.2. Mesures Budgétaires et Fiscales</i>	35
<i>7.3. Mesures de Suivi-Evaluation</i>	36
<b>II. Conclusion</b>	<b>37</b>
<i>Table des Matières</i>	39
<i>Annexe1 : Liste des membres de la communauté</i>	40
<i>Annexe 2 : Liste de membres de l'Equipe Technique et rédactionnelle</i>	41

Annexe 1: LISTE DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE

N°	NOM ET POST NOM	STRUCTURE D'APPARTENANCE	TELEPHONE	SIGNATURE
1	JOHN MILAMBO	PAROISSE /31 <sup>eme</sup> CPC	0853528626	
2	ANDRE KAKOLU	GROUPEMENT	0852431289	
3	FORTUNAT NTUMBA MBUEMBUE	SECTEUR DE MUTUAYI (Chef) <b>SECRA</b>	0853434537	
4	ALPHONSE KALUNDA KALALA	AJEU MAC	0850483344	
5	NGANDU MULOTA	INSTITUT DE BIBANGA	0856275492	
6	ILUNGA KALALA	ENSEIGNEMENT	0840717087	
7	JEAN PIERRE MBUYI MUBENGA	ENSEIGNEMENT	0850182892	
8	ANGEL NGALULA	NSATE /MANJA	0850339765	
9	SYMPHOROSE KABISA	B.T.K/LUKANGU	0853267196	
10	KATUNGA ROSE	TSHIDIKA	-	
11	HUBERT NGANDU MUKALA	SANTE /MANJA	0853208265	
12	JOHN NEVILLE MUAMBA	SANTE	0859528476	
13	DAVID DIKUMBU	SANTE/LUKANGU	0850193002	
14	LOUIS TSHITUMBU	PLANTELTSHI	0856721796	
15	MATHIEU DIANZA	SEC/GPEMNT	0856183563	
16	JULIE NGOMBA	CS TSHIMPOKO	0846808378	
17	SOMBA NKITA	BCZ	0854774369	
18	DAVID TSHIMANGA	SANTE/KAMPONJI	0852285513	
19	CHRISTOPH MULUMBA KABALA	INST. DE BIBANGA	0990179031	
20	CHANTAL KASENGELA	SANTE/BIBANGA	0857476372	
21	KABANGU MBALA	SEC/SECTEUR DE MUTUAYI <b>CHEF</b>	0972349131	

**Annexe 2 : LISTE DE MEMBRES DE L'EQUIPE TECHNIQUE ET REDACTIONNELLE**

N°	NOM ET POST NOM	STRUCTURE D'APPARTENANCE	TELEPHONE	SIGNATURE
1	Emmanuel KABENGELE KALONJI	CEFOP/DH	0818101084	
2	Isabelle LUBUYA MULUMBA	CEFOP/DH	0817665868	
3	Fernand MBAKILAYI MUKANYA	CEFOP/DH	0816066654	
4	BOUFFI TSHIVUILA	CEFOP/DH	0816050079	
5	Marcel MPOYI KAYEYA	CEFOP/DH	0815070960	
6	Clément MUKENDI MFWAMBA	CEFOP/DH	0990998777	